



Vitry Infos PS

■ Le journal des socialistes de Vitry-sur-Seine
N°1 • Février 2009

■ Editorial

LE PLAN DE RELANCE DES SOCIALISTES, POUR SORTIR ENFIN DE LA CRISE

L'échec de N. Sarkozy, qui s'était prétendu le « Président du Pouvoir d'achat » est désormais incontestable. Notre pays s'enfonce dans la crise et chacun peut voir que les réformes annoncées ne sont en fait que des régressions sociales et que les mesures prises par le Gouvernement sont sans effet durable.

Les Socialistes, eux, ne peuvent se satisfaire du creusement des inégalités, de la précarité qui touche de plus en plus de citoyens, et surtout de la mise en faillite de l'Etat. La droite au pouvoir creuse la dette, sans pour autant résoudre les problèmes, reportant la charge sur les générations futures.

En temps de crise, l'Etat doit intervenir fortement. Dans ces conditions, comment justifier un bouclier fiscal, qui ne protège que les plus aisés, et vide les caisses de l'Etat ? Comment expliquer le plan de relance de N. Sarkozy qui aide les banques sans véritables contreparties, au moment où nos voisins font en sorte que l'Etat obtienne une part du capital des banques, en échange de son aide ?

Parce qu'un Gouvernement responsable se doit d'envisager d'autres mesures, le Parti Socialiste a rendu public un **véritable plan de relance**, comprenant entre autres propositions :

- **en termes d'emploi**, mieux sécuriser les parcours professionnels des personnes perdant leur emploi ;
- **Créer un pôle d'investissement public** industriel pour lutter contre les délocalisations (trop souvent décidées sans rationalité économique, pour faire plaisir aux actionnaires) ;
- **Instaurer de nouvelles règles financières** (mieux encadrer l'activité des acteurs financiers, notamment concernant les stock options, ...).

Comme partout en France, les Socialistes vitriots se battent pour que le Gouvernement entende ce message.

Manuel Bougeard
Secrétaire de section



■ Dossier

QUELLES SERONT LES CONSEQUENCES DE CE TSUNAMI DE LA FINANCE ?

Telle est la grande question du moment : chaque journal essaie d'y répondre avec des diagnostics d'experts assortis de funestes prévisions. Dommage car en cette période de vœux on aurait plutôt besoin de résolutions encourageantes appuyées sur de violentes espérances ! Mais essayons à notre tour de donner un éclairage, humble et modeste... Que peut-on dire de nouveau et d'original qui n'ait déjà été dit sur cette crise absurde ? Partons de la constatation des effets et de la contestation des évidences pour essayer de remonter aux causes ou du moins essayer de les débusquer.

Ce qui est sûr, c'est que celui qui avait déclaré vouloir être : « *le président du pouvoir d'achat* » se trouve bien mal engagé et nous avec lui. Non seulement les caisses sont vides car le bouclier fiscal a fini de les vider mais l'Etat s'endette, à des taux avantageux certes, mais s'endette profondément et pour longtemps et ce afin de soutenir des banques en mal de liquidités. A tel point que le Supplément « Economie » du Monde du 13 janvier 2009 fait son titre-choc sur « *La dette des états : une nouvelle bulle financière.* » Décidément nous sommes noyés dans un bain de mauvaises bulles et assommés de chiffres astronomiques alors qu'il nous faudrait un peu de champagne pour faire pétiller nos existences. Car où sont passées les liquidités des banques ? Combien ont-elles perdues exactement ? (13% de leurs actifs selon l'estimation la plus courante). Où sont les 500 milliards de dollars de créances volatilisées qui n'apparaissent pas encore dans les bilans ? *Mille milliards de dollars*, un joli titre pour un bien mauvais scénario.

Mais revenons au **pouvoir d'achat**, groupe nominal surinvesti de significations que mastiquent sans arrêt les politiques. En fait c'est une notion polémique et subjective. Comment est-il calculé exactement et que recouvre-t-il commodément ? Le logement n'est pas pris en compte dans le calcul or c'est le principal poste de dépenses des ménages (1/4 du budget en moyenne). L'achat d'un logement est considéré comme un investissement et non comme une consommation. Pourtant quand on se repasse le film de la crise, les images gravées dans la mémoire sont celles de quartiers résidentiels fantômes aux

maisons saccagées ou encore celles de familles rassemblant tant bien que mal leurs affaires sur les trottoirs. C'est bien par une spéculation sur l'immobilier avec les fameuses « subprimes », les titrisations et autres « hedge fund » que tout a commencé et on a bien l'impression d'être devant une stratégie commerciale de « pousse à la consommation » et dans une conception de biens jetables : maisons et familles comprises.

Aujourd'hui les crédits sont rares et chers, la durée des prêts s'étend souvent sur plus de vingt ans et l'habitat doit s'entretenir et se mettre aux normes nouvelles pour ne pas perdre de sa valeur. Bref entre des revenus salariaux qui stagnent depuis plusieurs années, une inflation sournoise qui grignote l'épargne conservée, des crédits chers qui se raréfient et s'allongent, **où est le pouvoir d'achat ?** Où est simplement le pouvoir des individus ? Où est la possibilité de décider de la vie qu'on veut mener ? Où est la liberté de choix à laquelle aspire la jeunesse ?



L'appauvrissement général des populations se confirme et face à cela quel **contrat social** entend-on maintenir ? L'Europe, par sa culture et son histoire, ne peut s'accommoder d'une augmentation constante de la pauvreté et du creusement toujours plus grand des inégalités. Le libéralisme et avec lui la flexibilité de l'emploi étaient des options défendables et efficaces à condition que l'employé aussi puisse avoir une flexibilité du choix (de son employeur, de son travail, de sa vie...) laquelle n'existe qu'avec un très bon niveau d'éducation et de formation, avec une très bonne information sur les opportunités d'emploi et avec du temps et de l'argent à disposition autant dire pour quelques *happy few* tandis qu'une partie toujours plus grande de la population s'installe dans la précarité ou vit dans l'anxiété de s'y installer. La transformation insidieuse de la République en un régime autoritaire et répressif suffira-t-elle à maintenir le lien social ?

Les économistes qui, hier, vantaient les mérites de l'autorégulation du marché demandent aujourd'hui à l'état d'intervenir et de jouer son rôle pour soutenir le marché. **Primauté du politique sur l'économique ?** Est-ce sûr ? L'Etat a-t-il les moyens d'intervenir suffisamment et efficacement ? Ne va-t-on pas encore une fois privatiser les profits et socialiser les pertes, comme si la France

appartenait aux banquiers : l'idéal étant qu'on ait tous un crédit sur le dos. Et l'Europe politique n'existant pas assez, aucune solution commune et coordonnée n'est mise sur pied.

La situation actuelle est tout à fait nouvelle par sa gravité et par sa réception. Si les peuples européens pouvaient comprendre la diminution des ressources énergétiques et la crise due au choc pétrolier, s'ils pouvaient comprendre la mondialisation des échanges et la concurrence d'une autre main d'œuvre bon marché, comment pourraient-ils aujourd'hui comprendre les dérives de courtiers occupés à gonfler artificiellement les créances en appliquant des équations mathématiques qu'ils savent utiliser mais non maîtriser ? Car c'est bien de cela qu'il s'agit : on se trouve dans un système financier qui s'est emballé sans que personne ne soit capable d'en mesurer les conséquences exactes. La confiance a disparu entre les banques elles-mêmes or le crédit ne fonctionne que sur une relation de confiance. Il est impossible de connaître la situation des banques mais l'état doit faire confiance aux banques. Christine Lagarde dit qu'il faut « sécuriser et tenir... ». On a bien l'impression d'une impuissance des politiques.

Comment arrêter un système dans lequel tous les grands acteurs financiers mondiaux trouvent leur intérêt ? C'est le règne de la finance-casino complètement déconnectée des productions matérielles ou intellectuelles de richesses. L'économie réelle est tributaire de l'économie fictive. Aux Etats-Unis une minorité s'enrichit et pousse la majorité vers les institutions de crédit afin d'éviter de payer des salaires décents et contraignant à emprunter pour se loger, pour éduquer ses enfants ou pour se soigner... **Le logement, l'éducation et la santé** : on en revient aux fondamentaux. Les combats Socialistes de toujours, et notamment de la Libération, retrouvent une actualité et le concept de providence accolé à l'état n'est plus obsolète bien au contraire, c'est une conquête dont nous devons être fiers et nous devons tout faire pour la pérenniser afin de la transmettre aux jeunes générations comme **un minimum d'avancée dans le progrès**.

Face aux pouvoirs qui s'épuisent à gérer des crises récurrentes à coup de mesures hasardeuses et de rhétorique apocalyptique, ne faudrait-il pas envisager « les crises » comme des prises de conscience des ajustements nécessaires à la réalité et donc comme des opportunités de gouverner autrement ? C'est pourquoi les 27 partis socialistes d'Europe ont adopté le **Manifesto** : cette plateforme intitulée « **Les citoyens d'abord, un nouveau sens pour l'Europe** », vise à relancer l'action commune des Européens. Il en est plus que temps aujourd'hui.

Evelyne Gaillourdet

■ Portrait de militante

Bernadette EBODE



Evelyne : Qu'est-ce qui t'a poussée à t'engager dans le militantisme politique ?

Dès mon arrivée à Vitry en 1989 j'ai remarqué que la ville était triste. Auparavant j'habitais Paris, non loin de Montmartre. C'était juste après le mouvement des « Sans-papiers » et des groupes s'organisaient pour les accompagner dans leurs différentes démarches et essayer d'obtenir la régularisation de certains d'entre eux. Ce mouvement a bien fonctionné sur Vitry et il m'a permis d'avoir des contacts avec des gens, d'obtenir des résultats concrets, bref je me suis sentie utile et efficace contre des injustices criantes. C'est comme cela que je me suis retrouvée dans le Collectif des sans-papiers.

E : Comment as-tu vécu cette première expérience de militante en banlieue ?

J'avais lu dans le Bulletin municipal, qu'il y avait des réunions de sans-papiers à la salle de la Fraternité. Je me suis présentée un samedi après-midi pour apporter mon aide parce que je me sentais concernée par ce qui se passait. J'ai été surprise par l'accueil qui m'a été réservé. Certes je suis noire mais être noire cela n'est pas nécessairement synonyme de problèmes. Pourtant la question qu'on m'a posée d'emblée était : « *Quel est votre problème ? Depuis combien de temps êtes-vous en France ?* ». J'ai eu beaucoup de mal à faire comprendre que je n'étais pas une sans-papiers et que j'étais là pour apporter ma contribution à la lutte. C'est comme ça que pour moi a commencé le militantisme.

E : Pourquoi t'es tu engagée au parti socialiste ?

Quand Ségolène Royal a présenté sa candidature en 2006, j'ai décidé d'adhérer au PS. Pour la première fois en France, une femme se présentant devant le peuple français pour la magistrature suprême pouvait l'emporter. Son discours me touchait beaucoup et avec les débats participatifs (à Vitry nous avons fait salle comble), on nous donnait vraiment la parole. On avait la possibilité de faire partie intégrante de cette campagne.

En tant que femme, dès que mes deux enfants ont fréquenté l'école maternelle, j'ai milité à la FCPE et là j'ai rencontré de nombreuses mères de famille. Certaines ne connaissaient pas l'école, parfois même elles ne savaient ni lire ni écrire le français. Il a fallu leur expliquer la représentativité des

associations de parents d'élèves et leur droit à voter, là au moins. C'était leur donner la possibilité d'agir et d'exister en tant que citoyennes à part entière. Ce sont elles qui s'occupent de l'éducation des jeunes enfants, leur rôle est très important. L'école maternelle maintient dans les quartiers métissés une structure qui crée des liens de civilité par l'intermédiaire des enfants et souvent, le travail effectué donne une impulsion forte et décisive pour l'éducation des enfants et pour l'intégration des femmes étrangères. C'est aussi pourquoi je suis très inquiète des projets du Gouvernement quant à l'avenir de l'école maternelle.

E : Quelles sont les raisons qui t'ont incitée à devenir conseillère municipale ?

Lors de la campagne des Présidentielles et des législatives de 2006 avec les militants et sympathisants socialistes, nous avons beaucoup sillonné la ville et cela m'a permis de mieux connaître ma ville, ses habitants et leurs préoccupations. Je me suis demandé ce qu'on pouvait faire. Ce qui m'a aussi frappé c'est l'existence d'une sorte de « dépendance sociale ». Bien sûr, je ne suis pas contre le social parce qu'il est indispensable d'être soutenu dans les phases difficiles de la vie mais cela ne doit pas devenir un état permanent. Il faut pouvoir trouver les conditions pour aller au-delà de l'aide sociale. Il faut aussi pouvoir donner aux enfants une image qui leur donne envie de progresser et qui incite au respect. A tous les niveaux, on doit tout faire pour permettre aux gens de sortir de cette dépendance sociale.

E : Quels sont tes combats en tant qu'élue locale du parti socialiste ?

Avec les autres élus PS issus de la liste « Redonnons des couleurs à Vitry », nous continuons à porter le projet de ville qui a rassemblé 24% des suffrages au 1^{er} tour des municipales.

Pour ma part, je suis conseillère municipale déléguée à la Protection Maternelle et Infantile qui s'occupe de la santé des femmes enceintes, des enfants de la naissance jusqu'à l'âge de 6 ans et des Centres d'Education et de Planification Familiale. A Vitry, il y a deux centres municipaux de PMI, un au centre ville et l'autre dans la cité Balzac (*Ndlr : les autres centres sont gérés par le département*).

J'ai adressé à Monsieur le Maire une lettre avec ce que je souhaiterais faire par rapport à la délégation qu'il m'a confiée. L'essentiel de mes propositions serait de :

- Organiser des réunions d'information décentralisées dans des lieux atypiques pour toucher les populations les plus fragilisées.
- Coordonner avec plus de force et de pertinence ce qui existe déjà tant au niveau des associations qu'au niveau départemental et communal.

Je voudrais pouvoir mettre en place une réflexion globale sur les problèmes des jeunes mères de famille, sur le rôle des pères et sur l'éducation de la petite enfance. Il n'y a pas de solution partielle car les problèmes sont liés et souvent on tourne en rond. Par exemple l'obtention d'une place en crèche est soumise à la possession d'un travail or une jeune femme isolée a besoin d'un mode de garde pour chercher un travail, on voit bien le cercle vicieux.

Je voudrais que l'on puisse sortir des chemins balisés pour innover et avoir une vraie politique sociale qui permette des trajectoires émancipatrices.

■ L'Actualité en bref

• Payer plus pour être soigné moins bien ...

Le plan Douste-Blazy de 2004 devait ramener les comptes de la branche maladie de la Sécurité sociale à l'équilibre à l'horizon 2007. Las, cinq ans plus tard et malgré les efforts financiers toujours plus importants supportés par les assurés sociaux (déremboursement de médicaments, franchises sur les consultations et les frais d'hospitalisation, etc.), le déficit de l'Assurance maladie n'en finit pas de déraper (près de 10 milliards d'euros pour l'ensemble des branches de la Sécurité Sociale en 2008). Comble de l'hypocrisie, le gouvernement Fillon a mis en place au 1^{er} janvier 2009, une nouvelle taxation des organismes complémentaires de santé (dont les mutuelles) d'un montant d'un milliard d'euros. Ce dispositif sensé, selon les propres termes de la Ministre de la santé Roselyne Bachelot, ne pas toucher les assurés sociaux, a eu pour conséquence immédiate l'augmentation de 3 à 4% du tarif des mutuelles. Les assureurs privés devraient prochainement augmenter les leurs.

• Mobilisation pour le service public postal

Samedi 10 janvier, malgré un froid hivernal, les socialistes de Vitry ont répondu présents à l'appel du Comité national contre la privatisation de la Poste en se rendant devant le bureau du Moulin Vert pour sensibiliser les habitants du quartier sur les dangers d'une telle mesure. Ce ne sont pas moins de 150 Vitriots qui ont signé la pétition (disponible sur <http://www.appelpourlaposte.fr/>), rappelant, aux côtés des syndicats, que « *L'abandon du service public de La Poste est une erreur économique, une erreur industrielle et une erreur sociale* ».



Vincent van Gogh
"Le Facteur Roulin"
(1889). La Poste
appartient à l'histoire et à
la culture donc à tous

Service public de proximité, la Poste du Moulin Vert a fait récemment l'objet d'une rénovation particulièrement attendue, mais qui s'est accompagnée d'une réduction sensible des heures d'ouverture.

• Une nouvelle équipe pour la section socialiste de Vitry.

Suite au Congrès de Reims, les militants socialistes ont voté pour renouveler les instances dirigeantes du Parti à l'échelon national, départemental et local. A Vitry, un nouveau bureau a ainsi été élu pour animer la section Socialiste pour les trois ans qui viennent. Emmenée par Manuel Bougeard, nouveau premier secrétaire, une équipe, renouvelée, féminisée et dynamique, a la ferme volonté de défendre les idéaux socialistes contre les mauvais coups du gouvernement Sarkozy et pour la qualité de vivre à Vitry. A l'écoute des vitriots et en lien avec les élus Socialistes du Conseil municipal, les militants et sympathisants socialistes de Vitry-sur-Seine préparent de nombreuses initiatives (notamment sous la forme de débats publics) sur les grands sujets du moment comme l'urbanisme, le logement, Nous vous donnons d'ores et déjà rendez-vous au printemps pour une **fête de la rose** où toute la ville sera conviée.



Rejoignez les socialistes de Vitry-sur-Seine
BP n°31, 94403 Vitry sur Seine,
tél 06 99 20 36 27
Web : <http://pagesperso-orange.fr/psvitry94>

